

LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 584 - 17 juin 1993 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• Souscription	2	• Embaucher aux chantiers	6
• Le Port autonome : un ENJEU	3	• SECURITE SOCIALE DE NANTES... une REVELATION	7
• Fête des Pères	4	• Un jeune de Loire-Atlantique à Cuba	8
• AEROSPATIALE : EMPECHER LA PRIVATISATION	5		
• Conseil Municipal Nantes	5		

SE DONNER PLUS DE FORCE POUR FAIRE DU NEUF

Au regard de la politique mise en œuvre par le gouvernement Balladur, le plus dangereux serait de céder au découragement qu'on voudrait nous faire partager.

Le rôle et le pouvoir de l'argent sont dénoncés par des hommes, des femmes, des jeunes de plus en plus nombreux. Les aspirations à plus de justice, de démocratie, au droit d'intervenir et de décider, progressent.

Le clivage gauche - droit n'a pas disparu.

A partir de ce constat, notre appel à se rassembler et à agir face au projet dévastateur du gouvernement ne peut que prendre davantage de force. Le succès de la Fête de l'Humanité, celui des manifestations du 15 juin, les nombreuses luttes qui se développent dans le département prouvent qu'il y a bien une évolution qui traduit le début d'un mouvement en profondeur.

Pour les communistes qui ont contribué activement à faire grandir ce mouvement, c'est la vérification de l'efficacité de leur militantisme et en même temps on mesure l'ampleur de l'espace et d'action de dialogue qui leur est ouvert.

C'est un appel à multiplier les rencontres, les initiatives de lutte avec toutes celles et ceux qui sont aujourd'hui disponibles pour faire l'expérience de l'utilité pour eux même d'un parti communiste plus fort, plus influent, plus actif.

L'expérience que nous menons ensemble, les efforts que nous avons engagés pour être un parti communiste moderne, c'est-à-dire ouvert et rassembleur doivent, dans la situation actuelle, s'intensifier.

Les résultats que nous menons ensemble, les efforts que nous avons engagés pour être un parti communiste moderne, c'est-à-dire ouvert et rassembleur doivent, dans la situation actuelle, s'intensifier.

Les résultats de nos initiatives politiques ces dernières années témoignent que notre parti a de l'avenir dès l'instant où nous mettons en œuvre nos choix de renouvellement dans notre pratique quotidienne.

Au moment où nous allons nous engager dans la préparation du 28^e congrès, cette expérience va être déterminante pour poursuivre le processus de rénovation en appui sur notre identité communiste moderne.

Notre ambition est de faire en sorte que notre parti s'ouvre et se bouge davantage pour mieux répondre à l'attente de tous ceux qui nous entourent.

Parallèlement à l'effort nécessaire pour aider les gens à se défendre et à agir en faveur d'une autre politique, d'une autre perspective, nous nous fixons l'objectif d'amplifier le fructueux dialogue entrepris depuis deux ans.

Etre en capacité de mener ce dialogue, multiplier les initiatives de rencontre, de lutte, ouvrir une perspective, c'est poser la question du nombre de cellules et d'adhérents comme condition décisive.

Chaque jour des gens plus nombreux constatent l'utilité du parti communiste. Ils peuvent devenir eux-mêmes des communistes, renforcer l'outil dont ils ont besoin à condition bien sûr de leur poser naturellement la question de l'adhésion. Ils ont besoin du parti communiste, le parti a besoin de s'enrichir de leur opinion et de leur expérience.

Alors vraiment faisons preuve d'audace

TEILLANT Jean-René
Secrétaire fédéral à l'organisation

ENSEMBLE METTONS EN ECHEC LE PLAN BALLADUR

Les orientations du plan Balladur sont claires : au nom du libéralisme économique il laisse filer les emplois hors de France avec des délocalisations ; conformément aux vœux du patronat il veut réduire les salaires en France ; il augmente les prélèvements sur les revenus des gens (C.S.G., taxes sur les produits pétroliers, l'UNEDIC).

Il renonce à défendre l'agriculture, menace la fonction publique, veut privatiser l'aérospatiale.

Les salariés n'ont rien de bon à attendre de tout cela. Cette politique, comme l'expérience le montre, va enfoncer encore plus le pays dans les difficultés, avec davantage de chômage.

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES : FAISONS-LES AVANCER

- Il faut défendre les entreprises nationales et le service public, défendre et développer les productions françaises.
- Il faut augmenter les salaires pour relever la consommation, la production et l'embauche.
- Il faut taxer le capital spéculatif, « l'argent facile », comme le souhaite une majorité de l'opinion. Prendre l'argent où il est pour qu'il serve au pays et à l'emploi.

RENCONTRE AVEC LES PROFESSIONNELS DE LA PECHE, fin septembre à BATZ-SUR-MER

Parmi les nombreuses rencontres qui ont eu lieu sur la Fête de l'Humanité des 29 et 30 mai au parc paysager de Saint-Nazaire, le précédent n° des Nouvelles a souligné celle qui a eu lieu entre des Professionnels de la pêche, et nos camarades Claude Billard, Pierre Leberche, Jean-Louis Lecorre et Gilles Bontemps.

A l'issue de leur discussion portant sur la gravité des coups portés à la pêche française avec Maastricht et sur la nécessité de rassembler toutes les forces disponibles pour défendre l'ensemble de ce secteur, il a été retenu d'un commun accord de prendre une initiative fin septembre.

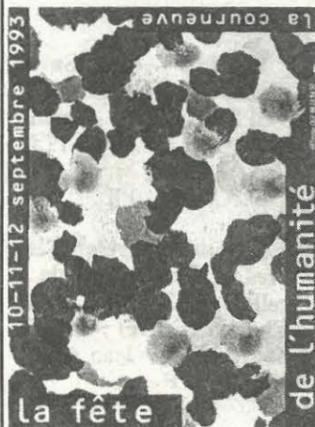
Notre fédération organisera donc une rencontre à Batz-sur-Mer, ouverte aux Pêcheurs, aux Mareyeurs, aux personnes et aux représentants des criées, aux constructeurs, à l'ensemble des professions concernées par la pêche et à leurs organisations syndicales.

A NOS LECTEURS

Après ce numéro, les Nouvelles vont suspendre, comme chaque année, leur parution pendant les deux mois d'été.

L'édition de notre bimensuel reprendra le jeudi 26 août.

10-11-12 Septembre 1993
FETE DE L'HUMANITE
RASSEMBLEMENT
DE L'ESPOIR



Cette année la fête de l'Humanité à La Courneuve, va être une grande manifestation nationale d'opposition à la politique d'Edouard Balladur, un vaste débat pour la recherche de solutions neuves, un important moment culturel.

Avec la vignette bon de soutien, en Loire-Atlantique comme dans toute la France, les communistes engagent sa préparation et invitent à soutenir l'Humanité et l'Humanité Dimanche.

SOUSCRIPTION 93 : LA FORCE DU MILITANTISME

La bataille financière du P.C.F. représente une bataille politique incontournable pour développer une activité et déployer en grand un parti dont l'importance et le rôle dans notre pays sont de plus en plus mesurables.

Des efforts importants ont été faits dans notre fédération afin de construire un budget, élaboré avec les sections, définissant les besoins stricts nécessaires au fonctionnement du parti et la bataille financière conditionnant le développement de son activité. La récente campagne des élections législatives comme la fête fédérale de l'Humanité ont

constitué des investissements politiques et financiers. Les résultats électoraux comme le succès de la fête montrent que cette démarche de déploiement en grand de notre politique est à amplifier. Ces résultats comme ce succès sont à mettre au compte de la force du militantisme communiste.

Pour autant, et de plus en plus, la bataille financière est une question vitale pour notre parti. Chaque cellule, chaque communiste doit pouvoir développer cette bataille au niveau nécessaire pour que le Parti puisse vivre, faire face aux conséquences financières des batail-

les qu'il a menées et développer son activité.

Cette fin juin doit donc être mise à profit pour impulser à nouveau la campagne de souscription auprès des adhérents, amis et électeurs de notre parti. Des initiatives financières (pots de départs en vacances dans les entreprises ou les quartiers et localités) peuvent être dès à présent organisées pour contribuer à cette campagne. Ainsi nous pourrions nous engager à la rentrée dans une préparation dynamique de notre 28^e Congrès.

Yann VINCE
trésorier fédéral

Aidez le PCF

Nom :
Prénom :

Je verse

Adresse :

à l'ordre de Gilles BONTEMPS - CCP 4400-47 W - NANTES
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Comptes arrêtés
au 7 juin 1993

Section de Nantes :
Anonyme : 200 F -

Section de Saint-Nazaire : Dolmen : Jean LEPERON 50 F - Dermurie : M. et Mme Henri LIRZIN 100 F - M. et Mme GELAMOR 50 F.

Section St-Herblain/Gesvres et Cens : Don de la cellule A.C. GODEAU (la Chapelle/Erdre) : 580 F - St-Herblain : Jean CASABURI 150 F.

Section de la Presqu'île Guérandaise : Don de la cellule KERIVEL : 264 F - Dons des cellules LANGEVIN et Jean de NEYMAN : 1 000 F - Pornichet : Anonyme 50 F.

Section de Châteaubriant : Châteaubriant : Marie-Françoise COUDRIN 50 F - Daniel GUYON 50 F - M. LAMARQUE 50 F - Rouge : Michel MARTIN 50 F - MOTTE ROUGE : Michel RIPAUD 40 F - Michel SIMON 10 F - LA HUBOTIERE : Sandrine MARTIN 20 F - Johnny RICOUL 20 F - SION : Nathalie HALBERT 30 F - Mireille BOUMERS 10 F.

SUCCÈS DES MANIFESTATIONS DU 15 JUIN

Mardi dernier 15 juin, les manifestations organisées par la CGT, la CFDT, FO, la CGC, à Nantes et St-Nazaire contre le plan BALLADUR ont connu un vif succès.

Dans une déclaration publique la fédération de Loire-Atlantique du PCF avait apporté son soutien à cette journée et appelé les salariés à y participer largement. Nous publions ci-dessous le texte intégral de cette déclaration.

La décision des Unions Départementales CGT CFDT - FO - CFTC de Loire-Atlantique d'organiser dans le prolongement de l'action CGT du 27 Mai, une journée nationale d'action contre le plan Balladur, reçoit le soutien de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français.

Les Communistes feront tout pour que cette action et manifestations décidées par les organisations syndicales soient les plus puissantes possibles.

C'est la bonne voie pour combattre une politique de régression sociale et démocratique.

Austérité pour ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, cadeaux pour le CNPF, ne

résoudront rien et aggraveront tous les problèmes de fond de la Société.

C'est le cas de réformes structurelles que le Gouvernement veut mener contre la retraite, la Sécu, le SMIC, l'Ecole, les Services Publics, le code de nationalité et des abandons nationaux dans le cadre du traité de Maastricht.

Dans ce contexte et face à une telle perspective, il n'est rien de plus utile que de se rassembler et d'agir pour imposer d'autres choix.

Le recul du Gouvernement sur la question de la prime à la baisse des salaires montre que l'action est source de résultat.

NOTES DE LECTURE

NOUVEAUTÉ

Six mois après la parution de sa Littérature franco-antillaise (ed Karthala), notre camarade R. ANTOINE publie un livre collectif de 640 pages intitulé Carrefour de Cultures, offert au professeur Jacqueline LEINER. Pour cette occasion sont

réunis 55 spécialistes littéraires des universités françaises (Sorbonne) italiennes, allemandes, africaines, américaines... qui ont apporté leur contribution écrite, ce qui nous vaut une lecture dense mais variée, sur différents aspects de la culture classique et contemporaine. Un regret : cinq ou six de ces articles savants sont en langue anglaise, non traduite...

(Ed. Narr, Tübingen, 330 F).

APPEL AUX LECTEURS DES NOUVELLES

La récente fête de l'Humanité organisée par notre fédération un peu plus de deux mois après les élections législatives a permis de mesurer la capacité à rassembler des communistes, à faire s'exprimer l'exigence de solutions neuves conjuguant progrès économique et justice sociale. Cela alors que notre peuple fait l'expérience d'une politique de régression visant l'emploi, le pouvoir d'achat et les garanties collectives des salariés.

Plus que jamais l'existence et le développement de l'activité communiste et de son expression - à l'heure des menaces qui pèsent sur l'Humanité et l'Humanité Dimanche - représentent un enjeu pour toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à une société dominée par le pouvoir de l'argent et sont attachés au pluralisme et à la démocratie.

Le Parti Communiste Français tire les moyens de son existence de la contribution de ses adhérents, de l'apport que représente le reversement des indemnités de ses élus et de la souscription populaire.

Aussi, l'aide que chacun d'entre vous, amis lecteurs des Nouvelles, est susceptible d'apporter par le soutien financier que vous pouvez assurer constitue un apport appréciable permettant de construire ensemble le grand parti national et populaire dont notre peuple a besoin.

Le Bureau fédéral du P.C.F.

VIGNETTE : PUBLICATION DE LA 1^{re} LISTE DES GAGNANTS DE LA FETE DE L'HUMANITÉ A SAINT-NAZAIRE LES 29 ET 30 MAI 1993

Un second tirage sera publié fin août

Un radio cassette stéréo lecteur compact disque : 22586 ; un four minichef MOULINEX : 011299 ; une cafetière électrique : 16650 ; un grand parasol de jardin : 020179 ; une parure (stylo plume + stylo bille Daniel HECHTER) : 11806 ; un rateau (ramasse herbe GARDENA) : 022294 ; une table basse de jardin : 004987 ; une lampe torche de jardin : 22016 ; un bon pour carton de vin Saint-Chinian : 7032 ; un sécheur : 001317 ; sac de plage : 10681 ; sac de plage : 6555 ; 2 portedocuments : 6604 et 107101 ; 2 sacoches documents : 009229 et 020118 ; 2 sacs de sport : 10681 et 004832 ; un lampadaire de salon de jardin : 008548 ; 3 chapeaux de paille : 01014, 002484 et 004821 ; 2 casquettes de plage : 10073 et 004816 ; 6

tee-shirts Leclerc : 11254, 9009, 020084, 024951, 004843, 014005 ; 2 boîtes d'assortissement de biscuits d'un kg : 11275, 022443 ; une petite boîte d'assortissement de biscuits : 020827 ; un paquet de bonbons d'un kg : 12751 ; un lot de 5 bouteilles diverses : 9651 ; 2 bons de remise de 25 F pour l'achat de 50 F de gâteaux : 008040, 0022616 ; 2 bons pour un poulet : 11034, 022408 ; 6 bons pour un litre de soupe de poissons : 10766, 001793, 008504, 022873, 017480, 018502 ; un bon pour un pot de rillettes maison : 001792 ; un bon pour une part de paella : 9793 ; un bon pour une part de couscous : 9214 ; un bon pour 4 quiches lorraines : 12728 ; un bon pour 4 quiches provençales : 9058.

et de nombreux autres lots

020109, 022686, 022697, 022844, 022871, 022397,
020280, 022337, 022310, 022351, 022396, 022411, 001859,
001856, 022322, 022254, 022922, 022907, 022414,
008220, 022247, 001857, 022238, 022485, 022653,
008465, 022673, 008241, 020144, 015798, 002339,
022981, 023000, 022075, 018982, 022621, 014091, 022761,
022998, 002479, 002491, 008541, 022554, 0022538,
002486, 002481, 008533, 022433, 002483, 0022514,
008558, 008516, 002824, 008268.

LE PORT AUTONOME : UN ENJEU

par Guy **TEXIER**

La Commission Européenne a décidé de classer l'Estuaire de la Loire en zone sensible.

C'est une décision grave qui fait suite au rapport DUPUYDAUBY de 1986 et du Colloque organisé par la Municipalité de BOUGUENAI le 11 avril 1992 sur le thème :

« Environnement et activités portuaires : les enjeux »

Notons d'ailleurs que la Municipalité de BOUGUENAI n'avait pas invité à son colloque tous ceux qui sont tout à tour, prestataires, usagers, consommateurs, salariés dans la vie communautaire portuaire.

L'ACTIVITE PORTUAIRE EST UN ENJEU ECONOMIQUE

- Les océans représentent 70 % de la surface du globe
- La France compte 4 000 km de côtes
- 80 % du commerce international se fait par voies maritimes.

Ces chiffres montrent à l'évidence qu'il faut en France une politique portuaire, une filière maritime active pour répondre aux besoins.

- Des échanges internationaux pour un développement des coopérations mutuellement avantageuses.
- De pêche et d'aquaculture en mer et en eau douce.
- De connaissance de l'OFF-SHORE (mouvements techniques - nodules polymétalliques - archéologie sous marine - plateaux continentaux).
- D'études des écosystèmes terrestres et maritimes.

L'Estuaire de la Loire peut et doit répondre à ces attentes et à ces enjeux.

Le site de l'Estuaire de la Loire concerne plus de 650 000 personnes et il comporte des installations industrielles techniques et scientifiques de premier plan, de savoir et de savoir-faire qui vont de la construction et de la réparation navale, des centres de formation et de recherche avec l'Ecole Centrale, l'IFREMER, l'Université des ports de pêche.

Prendre en compte cette réalité et la développer, c'est conserver et créer des milliers d'emplois.

La réalité d'un site por-

tuaire, c'est qu'il peut et doit générer, outre ses fonctions naturelles, des fonctions économiques annexes de service et permettre l'implantation d'industries lourdes et de transformation.

Nous considérons que trop souvent, le port n'est pas perçu comme l'un des outils « moteurs » au service des Pays de la Loire et son Hinterland.

L'une des caractéristiques du site portuaire Nantes-St Nazaire est d'être un port d'estuaire.

De ce fait, la zone de contact entre le milieu maritime et le milieu terrestre et donc une zone d'interaction décuplée.

Cette zone d'interaction est agrandie par d'autres phénomènes de proximité immédiate - Grande Brière/Mottière - marais salants - Lac de Grand Lieu -, des milieux naturels exploités par l'homme depuis des siècles et qui ont des écosystèmes riches, diversifiés et fragiles qui alimentent tout autant la faune sauvage sédentaire ou migrante, que les élevages.

Cette situation n'est pas incompatible avec une industrialisation et un développement économique de l'ensemble de l'estuaire et de l'arrière pays.

Les connaissances scientifiques d'aujourd'hui permettent de mieux comprendre le milieu environnant et de prévoir les conséquences de tel ou tel équipement.

DES COOPERATIONS NECESSAIRES

Les grands prédateurs qui existent aujourd'hui sont les interfaces qui régissent les relations entre chercheurs, entreprises utilisateurs.

Actuellement, cette relation est celle du profit financier immédiat au détriment des

coopérations indispensables pour préserver les équilibres.

- Les enquêtes d'utilité publique doivent redevenir l'espace d'information et de concertation qu'avait souhaité le législateur, il y a plusieurs décennies.

- La vulgarisation scientifique et technique doit avoir sa place dans les grands médias pour informer les populations.

- Les C.E. et les C.H.S.C.T. doivent voir leurs champs

d'activité élargis et ne pas être limités aux seules frontières de l'entreprise.

Alors que la C.E.E., les Accords de Maastricht, les négociations du G.A.T.T. relayés par les instances départementales et régionales

conduisent à des financements de jachères et la mise en culture de marais, nous proposons une autre politique qui conduit à une revitalisation économique et industrielle qui préserve l'environnement.

INDUSTRIALISER N'EST PAS DETRUIRE

L'estuaire et l'hinterland du port peuvent et doivent accueillir des unités de production, dans la sidérurgie, la chimie, l'agroalimentaire.

De même, nous demandons la construction d'une centrale nucléaire au CAR-

NET, dans le cadre des nouvelles technologies nucléaires.

Rappelons à cette occasion que dans le cadre des activités de services publics qu'ont eu à assurer EDF et le Commissariat à l'Energie atomique, la France s'est dotée

d'une filière nucléaire civile innovante qui avec des personnels à statut et dans le cadre des missions confiées à l'ANDRA, assure la gestion de l'ensemble de la filière, de l'extraction des minerais à la gestion des déchets.

DECIDER DEMOCRATIQUEMENT AVEC LES POPULATIONS

Nous l'avons maintes fois indiqué, le pouvoir décisionnel se déplace vers Bruxelles au détriment des pouvoirs exécutifs départementaux, régionaux, voire nationaux

Pourtant, il existe bien des scientifiques et des techniciens qualifiés sur tous les aspects qui concernent le développement économique et la protection de l'environ-

nement posait la question du nombre de ports avec l'idée développée qu'un seul suffisait sur chaque mer, mais notons qu'il n'en retenait aucun sur la façade atlantique.



nés ; au profit des pouvoirs technocratiques communautaires.

La décision de la DG II de Bruxelles est prise sans consultation des acteurs économiques, des associations représentant les populations concernées.

nement de la Loire et de son estuaire dans la région.

Mais au fond, quels sont les véritables objectifs qui sont poursuivis par Bruxelles ?

Nous ne pouvons pas séparer cette décision du contenu du rapport DUPUYDAUBY de 1986 qui, entre autre,

Les efforts financiers réalisés par l'état et les collectivités pour le développement du Port vont-ils être compromis ?

Les efforts commerciaux développés par le port vont-ils eux aussi être compromis ?

QUE VIVE LE PORT EN PRESERVANT LA LOIRE

La question qui était posée n'est pas le prétendu dilemme « que meure la Loire pour que vive le Port » mais bien :

- Que vive le Port en préservant la Loire et son environnement, ce qui veut dire qu'il ne faut pas faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment et que là encore, il y a nécessité de développer la concertation entre tous ceux qui se préoc-

cupent de l'industrialisation, de l'emploi, de l'environnement et nous pensons que pour ce faire, nous sommes mieux placés que les technocrates de Bruxelles.

- Les besoins des hommes sont au centre de notre action, ces besoins sont à la fois les possibilités de vivre de son travail, mais aussi dans un environnement préservé.

C'est pourquoi, si nous considérons que des investissements sont nécessaires, indispensables, ayant pour objectif le développement de l'emploi et le progrès social, ils ne peuvent pas se concevoir en dehors de la préservation des écosystèmes et nous considérons que c'est avant tout aux acteurs économiques et aux populations de décider de ce qui doit se faire.

FÊTE DES PÈRES

- PULL • ROBE DE CHAMBRE • PYJAMA
- CHEMISE • CRAVATE • ECHARPE

...LA CHEMISERIE DE L'HOMME... ET DES SPORTIFS !
Rayon grandes tailles

ROYAL-HOUSE

25, av. de la République, SAINT-NAZAIRE. Tél. 40.22.46.69

LE MEILLEUR RAPPORT PRIX-QUALITÉ



152, route de la Côte d'Amour - SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.70.91.44

VENEZ DÉCOUVRIR LE VIN EN VRAC

sur présentation de ce coupon en guise de bienvenue :

5 % de remise à la caisse sur votre 1^{er} achat.

C'est désormais traditionnel
« LA FÊTE DES PÈRES est
souhaitée en ce mois
de juin.

Ce qui compte,
c'est l'intention et la
tendresse et...
le plaisir d'offrir un cadeau

LA FÊTE DES PÈRES :
le vin, une idée cadeaux

GRAND
CHOIX
DE COFFRETS

**FAITES CONFIANCE
A NOS ANNONCEURS**

5000^{F*}_{TTC}

DE REPRISE MINIMUM DE VOTRE VEHICULE POUR L'ACHAT
D'UNE "RENAULT 19" NEUVE, ESSENCE OU DIESEL

OFFRE
VALABLE
JUSQU'AU
30-6-93

* Offre exceptionnelle
réservée aux particuliers
possesseurs de leur véhicule
depuis au moins 6 mois.



RENAULT ST-NAZAIRE

Voie express Pornichet

Tél. 40.70.35.07



RENAULT

LA PRIVATISATION D'AÉROSPATIALE EST UN NON SENS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, IL FAUT L'EMPÊCHER !

Christian SAULNIER s'adresse au PDG et demande la convocation d'un Conseil d'Administration Extraordinaire (voir le courrier ci-dessous).
Monsieur le Président,

L'annonce gouvernementale de privatiser l'Aérospatiale a créé un vif émoi parmi les salariés de notre industrie.

Il est en effet évident à leurs yeux que l'ensemble de nos productions actuelles est principalement guidé par l'intérêt national autour de technologies et techniques porteuses d'indépendance et d'emploi.

Tous les grands noms de nos productions sont ainsi attachés à ces aspects fondamentaux : Ariane, Airbus, Super Puma et avec une vision différente les productions affectées exclusivement à la Défense Nationale.

Qui aurait imaginé qu'après Concorde, Airbus occuperait aujourd'hui près de 30 % du marché sur d'autres critères que les seuls résultats financiers. Si Ariane et nos satellites font « jeu égal » sur le marché voire même quelquefois dominant, c'est que là encore le critère de rentabilité financière n'est pas le seul mis en avant.

Si nous sommes parmi les tous premiers producteurs d'hélicoptères, c'est là aussi le résultat d'une politique d'entreprise nationale, certes altérée depuis peu par la création d'Eurocopter.

Comment peut-on imaginer l'entrée de capitaux étrangers dirigeant notre production industrielle ?

Où sont les intérêts financiers des Américains, des Allemands et des Japonais dans nos productions garantissant encore pour la plupart notre indépendance nationale et leurs répercussions économiques ?

Si aujourd'hui l'industrie aéronautique anglaise agonise c'est principalement lié à sa dénationalisation sauvage.

Attaché depuis toujours à l'intérêt national dans le cadre d'une stratégie globale de développement de l'emploi, je ne saurais admettre l'idée de privatisation et les menaces résultant de celle-ci sur les départements et régions concernés liées aujourd'hui à la notion de bien public et d'intérêt public.

Certes le désengagement progressif de l'Etat laisse des brèches importantes pour la mise en vente de notre société.

Mon opposition aux modifications statutaires concernant une diminution de la part de l'Etat trouve dans ma démarche d'aujourd'hui tout son sens.

Je suis persuadé que les salariés souhaitent aujourd'hui intervenir sur des décisions qui risqueraient de peser gravement sur leur avenir ; dans ce cadre, Monsieur le Président, la tenue d'un CA extraordinaire répondrait à cette attente.

Restant à votre disposition sur toute initiative allant dans ce sens, Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma considération distinguée.

Christian SAULNIER

CONTRE LA CENTRALISATION DE LA RÉGION SNCF à RENNES LA DÉCLARATION DE GUY TEXIER AU C.E.S.R.

Le 4 mai dernier, la Direction de la SNCF a pris la décision d'une nouvelle réforme de l'organisation régionale de ses services.

Cela pourrait se traduire par la centralisation à Rennes de la Direction Inter-régionale Pays de Loire/Bretagne.

Au moment où l'on parle de décentralisation, de plus d'autorité aux Régions, la Direction de la SNCF prend la décision de la mise en place de 12 Directions inter-régionales au lieu de 25 Directions Régionales, nous sommes loin de la LOTI de 1982.

Notre camarade Henri Favre était intervenu sur cette question à la session du 7-12-92.

Cette décision s'accompagne d'un plan de diminution de 6000 emplois.

A la CGT, nous ne sommes pas a priori hostiles à l'idée qu'il y ait des réformes, y compris en profondeur à condition que celles-ci soient conduites en concertation avec les structures économiques et politiques du Pays, avec les salariés concernés, les usagers.

Au-delà de ce que la presse a présenté sous la forme d'une

querelle de clocher entre le Président Guichard et le Président Bourges, il y a des questions d'importance qui sont placées au centre de cette réforme centralisatrice qui n'est pas simplement administrative.

Pour nous, cette réorganisation centralisée jette-t-elle bien les bases pour redonner :

- à l'outil ferroviaire la place économique que le rail doit avoir dans une nation moderne,

- aux usagers des possibilités de déplacements et l'acheminement du fret dans les meilleures conditions,

- aux Cheminots la garantie de leur emploi et le maintien des droits sociaux acquis.

Nous considérons qu'un service public, s'il doit évoluer pour faire face aux évolutions, il ne peut se faire que dans la concertation, il doit aussi se rapprocher des structures de décision, en l'occurrence des Régions qui sont des Assemblées exécutives.

Alors que la Direction de la SNCF présente sa réorganisation comme un rapprochement des régions administratives, cette réforme l'en éloigne. Les relations SNCF/Région sont

pourtant marquées par le conventionnement des T.E.R. entre autres.

Les grands centres générateurs de trafic comme par exemple le Port Autonome de Nantes Saint-Nazaire vers le centre sera désormais piloté à la SNCF par une Région hors de ces axes.

Nous considérons que la centralisation du siège inter régional à Rennes n'est pas neutre et que cette décision va à l'encontre du développement de l'outil ferroviaire et à l'encontre d'une logique de gestion qui devrait conduire à un meilleur acheminement et du suivi des trains à partir d'un poste de commandement situé au plus près du centre décisionnel régional.

C'est pourquoi nous condamnons cette réforme autoritaire et nous demandons que le CESR intervienne pour que celle-ci soit revue après une large concertation.

Avec les Cheminots et les usagers, nous interviendrons dans ce sens comme pour l'annulation de la suppression des 6 000 emplois, c'est le sens aussi de l'action des Cheminots le 27 mai.

CONSEIL MUNICIPAL DE NANTES...

LE POINT DE VUE DES ÉLUS COMMUNISTES SUR LE CONTRAT DE PLAN VILLE DE NANTES - RÉGION - ÉTAT

L'ordre du jour du conseil municipal était d'émettre un avis sur « des propositions de la ville de Nantes pour le contrat de plan 1994-1998 ». Notre camarade Claude CONSTANT est intervenu au nom du groupe communiste. Nous publions des extraits de son intervention.

Ces propositions s'inscrivent dans une triple réflexion.

L'une en fonction des trois objectifs contenus dans le document qui sont :

- la charte d'objectifs Nantes - Saint-Nazaire,
- la complémentarité nécessaire entre les grandes villes de l'Ouest,
- et enfin la volonté de développement du District de l'agglomération nantaise.

L'autre réflexion étant le cadre même dans lequel sont formulées ces propositions, à savoir les fonctions métropolitaines annoncées de Nantes.

La troisième réflexion sera pour noter que s'agissant de propositions pour négocier un contrat avec la Région et l'Etat, d'une part nous nous félicitons qu'un débat puisse avoir lieu sur

cette question en conseil municipal. D'autre part, les élus communistes souhaitant mettre tout en œuvre pour faciliter cette négociation, voteront ces propositions même si parfois ils ont des remarques fortes à formuler, et notamment sur la philosophie générale de la première partie qui effectivement s'inscrit bien dans la logique du 11^e plan, un plan auquel nous ne souscrivons pas.

C'est donc à partir de cet ensemble d'éléments que les élus communistes sont amenés à faire les différentes remarques qui suivent, pour tout à la fois, prendre en compte un certain nombre d'objectifs, d'orientations et de propositions mais en même temps refuser sans équivoque cette possibilité, au travers de ces contrats de plan, de prolonger au niveau de la commune les effets néfastes de la politique du pouvoir central, présent comme passé. De la même manière, les objectifs généraux à caractère stratégique, ne visent qu'à accélérer le processus d'intégration européenne de notre ville.

Il y a plus d'un an, c'était la création du District. La semaine passée, au sud de la Loire, se mettait en place une communauté de communes. Aujourd'hui,

on nous parle de super métropole de 800 000 habitants.

Ces objectifs qui conduisent à mettre en péril toute l'organisation administrative et historique de la commune, nous paraissent dangereux, et nous semblent de nature à ne plus garantir la démocratie locale.

On est loin des grandes déclarations sur la ville comme lieu de démocratie de proximité.

Pour ce qui nous concerne, nous continuons de penser qu'à notre époque s'affirme au contraire un besoin d'intervention des citoyens et que rien ne saurait se faire sans ces derniers.

En ce qui concerne les grandes vocations industrielles internationales, c'est vrai que notre ville, notre agglomération et notre région ont des atouts. Mais qu'est-ce qui contribue à gâcher ces atouts depuis plusieurs années sinon la logique d'intégration européenne à tout crin ?

Conforter le rôle du Port de Nantes-Saint-Nazaire, nous y sommes tout à fait favorables, mais nous sommes inquiets du projet Bruxellois de classement de l'Estuaire en zone protégée.

Concernant le développement des réseaux de transports, nous sommes favorables à condition que les orientations soient définies de concert avec les popula-

tions, les usagers, et les salariés, notamment de la SNCF.

Et de ce point de vue nous avons deux préoccupations. Celle du développement économique local avec de bons services publics comme par ailleurs nous avons le souci de l'intérêt des salariés. Or le regroupement des régions SNCF, qu'elles se situent à Rennes ou à Nantes, ne peut en aucun cas répondre à ces préoccupations. La vraie question reste celle du développement harmonieux de l'aménagement du territoire et donc en l'occurrence de ses transports.

En ce qui concerne les réhabilitations, notre position est claire. Nous pensons qu'effectivement beaucoup de logements du parc HLM nécessitent des travaux d'entretien et de rénovation pour apporter un supplément de confort aux locataires, mais nous ne sommes pas favorables aux augmentations de loyers qui y sont liées.

Comme pour les constructions, l'Etat n'aide pas suffisamment. Il fait même du profit par le biais de la TVA sur les réhabilitations. Il faut cesser cette logique du conventionnement qui fait que réhabilitations = augmentations de loyers.

S'agissant de l'emploi, chacun ici connaît notre position con-

cernant toutes les formes de travail précaire.

Même si ces propositions se veulent répondre à un souci d'aider les chômeurs de plus en plus nombreux dans notre ville, force est de constater que les réponses proposées s'inscrivent dans la volonté de faire de la commune un relais de la politique du pouvoir en matière de déréglementation du code du travail ; celle-ci s'accompagnant de la politique de désindustrialisation mise en place par les gouvernements successifs.

Voilà l'ensemble des remarques que nous souhaitons faire sur les points qui nous paraissent les plus importants.

**MANŒUVRE AU
conseil Municipal de Nantes**
Contrat de Plan, débat d'importance, c'est le moment où les élus de Droite choisissent de quitter la séance.

Pas d'autre projet à proposer... ou opération politique dans la perspective des futures municipales, toujours est-il que la Droite a montré, s'il en était besoin, sa haute conception de la démocratie et du suffrage universel.

AUX CHANTIERS LE PLAN D'ENTREPRISE A DU PLOMB DANS L'AILE : TANT MIEUX ! IMPOSONS DES EMBAUCHES EN NOMBRE SUFFISANT

IL Y A 50 ANS :
LE S.T.O.

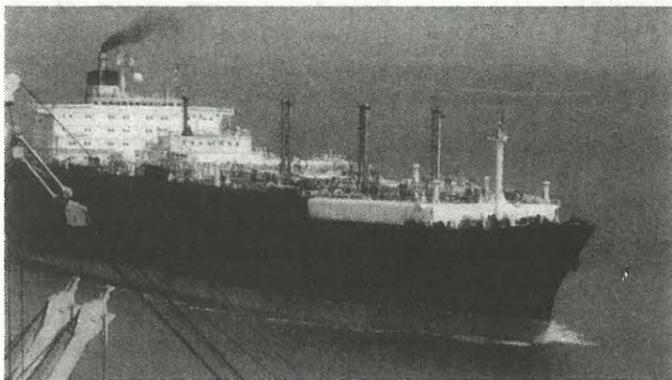
Pour avancer il faut savoir, bousculer des dogmes et faire sauter les carcans. C'est le cas aux Chantiers de l'Atlantique avec le fameux plan d'Entreprise mis en place par la Direction générale et l'ancien gouvernement.

Ce plan a un but : poursuivre le déclin des Chantiers alors que de grandes possibilités de développement existent. Il a pour

objectif fondamental une progression de la productivité de 3 à 4 % par an pour un volume de production constant...

Evidemment cela a pour conséquences directes : la diminution du nombre d'heures de travail et la poursuite de la chute des effectifs ; environ 150 personnes en moins par année.

Il s'agit donc de limiter les prises de commandes en restant



uniquement sur le créneau des navires dits sophistiqués, de supprimer toujours des emplois, de développer l'emploi précaire à travers la sous-traitance et de se séparer de certains secteurs importants de l'entreprise.

Mais tout ne se passe pas comme ces Messieurs l'auraient voulu et les actions se développent pour une autre politique. Depuis l'automne dernier on ne compte plus les débrayages, les Assemblées, les manifes en ville. Le mécontentement grandit et la lutte porte ses fruits. Lors d'une réunion au ministère du travail les syndicats ont soigneusement pris note des propos tenus par le représentant du Ministre : « Il ne faut plus de réduction d'effectifs aux Chantiers de l'Atlantique ». Langage nouveau, d'autant plus à souligner que dans le même temps il affirme que « la condition des départs en préretraite doit être l'embauche de jeunes ».

Incontestablement la lutte a permis d'inverser une logique et

de porter un rude coup à ce fameux plan d'Entreprise évoqué plus haut. Mais il s'agit là de propos qu'il faut maintenant confirmer par des faits. Et pour avancer concrètement, pour aboutir à de bons résultats, la lutte, le rassemblement, l'union sont nécessaires.

Le plan de charge est bon et l'on parle aujourd'hui d'embaucher 300 personnes en 3 ans. C'est nettement insuffisant en regard des besoins pour faire face à la fois à la production, au rajeunissement et en règlement du grave problème de la pyramide des âges.

C'est insuffisant certes, mais quel chemin parcouru depuis ce grand conflit de 1988 contre les licenciements dans lequel notre Parti a tenu toute sa place.

Aujourd'hui on parle d'embauches. C'est une exigence pour laquelle nous nous battons depuis des années. Et c'est une lutte que nous entendons poursuivre en rassemblant le plus largement possible.

CONTRE LA GALÈRE... UNE LOI POUR LA JEUNESSE ! NANTES le 19 Juin

Le Mouvement de La Jeunesse Communiste propose un relais entre 200 quartiers de toute la France. Cette initiative partira de LA COURNEUVE le 19 JUIN pour se donner rendez-vous à la FETE DE L'HUMA.

La caravane de la J.C. passera dans notre département pour rencontrer les jeunes dans un ou deux quartiers.

Dès à présent, nous préparons ce passage avec les jeunes. Ils veulent, ensemble, décider d'initiatives dans leurs quartiers, pour exiger des droits nouveaux sur l'emploi, le logement, les loisirs, la lutte contre la drogue... et ainsi faire grandir le mouvement pour une loi des droits de la jeunesse.

La J.C. a également l'ambition d'aider au dialogue entre les jeunes, la population, les associations pour que se nouent des

échanges en faisant appel à toutes les passions du quartier : la musique, le sport, le théâtre...

Des centaines d'initiatives reliées entre elles pour échanger, connaître ce que font les autres quartiers, lutter et se sentir plus fort et plus en confiance pour continuer à refuser les injustices et la loi du fric.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 3215122870012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36
REDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

LE PCF CONTRE LES PROJETS D'EXCLUSION DU GOUVERNEMENT

Sitôt l'annonce du projet de réforme du code de la nationalité les communistes avaient réagi, dénonçant la gravité de ce texte remettant en cause le droit du sol, principe fondamental de la nationalité française et renouant ainsi avec les lois de Vichy !

A Nantes le 26 mai, le PCF soutenait la manifestation organisée par les associations antiracistes.

Mais l'offensive du gouvernement contre les immigrés ne s'arrête pas là puisque le ministre de l'intérieur Pasqua a présenté le 3 juin un nouveau projet de loi sur « la maîtrise de l'immigration et les conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France ». Il s'agit là d'une véritable offensive contre les immigrés et l'exigence monte avec force - voir les déclarations des Eglises catholique et protestante, de personnalités antiracistes - afin d'exiger le retrait pur et simple des projets de loi sur l'immigration.

Le secrétaire général du

LE TEXTE DE L'APPEL A MANIFESTER LE 19 JUIN

« Après avoir décidé de restreindre l'accès à la nationalité française et de porter atteinte au droit du sol, le gouvernement prépare un projet de loi aggravant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et réduisant l'accès au statut de réfugié.

« Ce projet soumet les étrangers résidant en France à un arbitraire quasi total. Il porte atteinte à plusieurs droits fondamentaux : le droit d'asile, le droit de vivre en famille, le droit de se marier, le droit aux soins et à la protection sociale... Ce projet constitue une rupture avec les principes républicains et avec les engagements internationaux de la France en matière de droits de l'homme.

« Ces mesures rendraient

MRAP pour sa part dénonçant « l'arsenal xénophobe déployé par le nouveau gouvernement a condamné « la logique même de ces mesures qui visent avant tout à déstabiliser les populations immigrées installées en France depuis longtemps ». Car pour lui - comme pour beaucoup d'autres - sous le prétexte de lutter contre l'immigration clandestine, il y a la volonté de faire de l'étranger le bouc émissaire d'une société en crise, « c'est la porte ouverte à un bannissement, le début d'une terreur administrative par laquelle on le renverra toujours à sa différence, même s'il est né ici. C'est la mise en place d'un dispositif dangereux et surtout inutile puisqu'il ne s'attaque pas aux vrais problèmes et ne sert qu'à flatter une opinion qui se trompe parce qu'on l'a trompée ».

Une quarantaine d'organisations, associations, syndicats, partis politiques, dont le PCF, appellent donc à une journée d'actions le 19 juin.

plus instable la situation déjà précaire des étrangers. Ce serait une politique de discrimination, d'exclusion et de bannissement qui ne peut conduire qu'à plus de tensions sociales. Ce n'est pas en restreignant les libertés et en aggravant les atteintes à l'égalité des droits que l'on résoudra les problèmes de l'emploi, du logement ou de l'école.

« Les organisations soussignées demandent le retrait de ce projet comme du projet de réforme du Code de la nationalité et de celui généralisant les contrôles d'identité. Elles décident de mener une campagne d'explication sur la gravité de ces projets. Elles appellent à une semaine d'actions et à des manifestations à Paris et en province le 19 juin 1993 ».

L'histoire du réfractaire Maurice MARCHAND

S.T.O. : Service du Travail Obligatoire. Les trois mots s'appliquent aux jeunes gens requis par la loi du 16 février 1943 pour aller travailler en Allemagne. Beaucoup d'hommes partirent. Beaucoup ne partirent pas. Certains se cachèrent dans les forêts, gagnèrent le maquis. Ces réfractaires ont constitué une partie des jeunes engagés dans l'action clandestine.

Maurice MARCHAND avait 21 ans en février 1943 et travaillait aux usines HUARD à CHATEAUBRIANT, comme ajusteur, lorsqu'il est convoqué par la municipalité vichyste pour passer la visite médicale préalable à son départ pour travailler en Allemagne, au titre de la « relève » dans le cadre du S.T.O.

Il ne se rendra pas à la convocation. Recherché par les autorités allemandes, il se cache chez un fermier de SOUDAN, Francis ROUESNE.

C'est là qu'un jour d'octobre 1943 un homme se rend chez le garde forestier de la forêt de JUIGNE, se disant réfractaire et désireux rencontrer « le réfractaire qui se camoufle dans le village du Bas, c'est-à-dire ! » Maurice MARCHAND. Méfiant le garde chasse affirmera ne connaître aucun réfractaire et prévint Marchand : « Cache-toi, il y a un drôle d'individu qui te cherche ! » L'homme repartit à CHATEAUBRIANT et l'on n'entendit plus parler de lui... jusqu'au 21 juillet 1944 lors des exécutions de « Bout de forêt » en forêt de Juigné, à 100 mètres de la maison du garde-chasse. Là, celui-ci reconnu parmi les exécuteurs l'homme venu un soir chez lui.

C'était le sinistre Jacques VASSEUR. VASSEUR ne sera arrêté qu'en novembre 1962, condamné à mort en 1965 par la Cour de Sécurité de l'Etat, mais sa peine a été ramenée à 20 ans par le Président POMPIDOU. Il a été libéré en 1984.

A chaque fois qu'il passe devant le monument du Bout de forêt, Maurice MARCHAND se souvient de Francis ROUESNE qui l'a caché, d'Auguste COLOIN (le garde-chasse) qui l'a prévenu du danger, et ne peut pas s'empêcher de penser : « mon nom aurait pu être gravé dans le granit de cette stèle avec les sept autres victimes du nazi VASSEUR ».

Gardant de cette période de réfractaire des traces physiques l'handicapant, il lui fallut se battre pour faire reconnaître sa qualité de réfractaire. Il est en fait une victime de guerre... sans pension, concevant une amertume compréhensible de cette injustice.

Y.V.

A L'HEURE DU TROU DE LA SECU COMMENT DEPENSER 4 MILLIONS DE FRANCS

La CPAM de Nantes a été désignée comme maître d'œuvre dans l'organisation des VI^e journées de l'Assurance Maladie. Jusqu'ici, il n'y avait rien à redire si ce n'est qu'en publiant l'information, la direction de la CPAM a fait état du budget qui lui était alloué par la Caisse Nationale, à savoir 400 millions de centimes pour trois jours ! (voir ci-contre le telex de la direction).

La somme est d'importance à l'heure où des mesures draconiennes viennent d'être prises par le gouvernement Balladur pour soi-disant combler le fameux trou de la Sécu.

- Augmentation de la C.S.G.,
- Déremboursement des médicaments,
- Augmentation du forfait hospitalier.

Autant de mesures impopulaires et injustes qui frappent durement l'ensemble des salariés et épargnent le grand capital.

4 millions de francs dépensés en trois jours pour recevoir les Directeurs et Présidents des Caisses (1 500 personnes) alors que des milliers de RMISTES vivent avec un peu plus de 2 000 F pour un mois. Où est la décence ?

Car ne nous faisons pas d'illusions, ces messieurs, dirigeants de la CNAM et des

Caisses ne profiteront pas de l'occasion pour protester contre les projets gouvernementaux.

Que devient le personnel dans tout cela malgré l'aimable invitation de la Direction à collaborer à l'accueil des congressistes et au bon déroulement de leur séjour ?

Le personnel travaille difficilement dans les conditions qui lui sont faites, c'est à dire en étant le plus productif possible. Le maître mot de tous les organismes est rentabilité.

Rentabilité en réduisant les effectifs,

Rentabilité en dévoyant le rôle des cadres afin de les associer à cette politique.

- Economie sur les matériels : le nombre d'écrans est nettement insuffisant, entraînant un retard dans le paiement des dossiers,

- Manque de suivi des dossiers compliqués : les tâches

des techniciens étant trop diversifiées (Classement, téléphone, recherches en tout genre etc...).

- Inquiétude du personnel quant à son avenir.

Ces 4 millions de francs vont sans doute aider à trouver des solutions quant aux compressions de personnel au nom de la mise en place de la carte à puce en remplacement du support papier (feuille de maladie !)

Ces trois jours ont pour thème : coopérer, contrôler, décider tout du programme.

Les communistes de la CPAM profiteront des trois jours pour montrer leur détermination quant au maintien de la Sécurité Sociale et à exiger à tous les niveaux, CPAM, CNAM, UCANSS, des garanties pour l'avenir et pour leur emploi.



Caisse
Primaire
d'Assurance
Maladie
de Nantes
sécurité sociale

TELEX
direction

La jeudi 27 mai 1993 - numéro 1071

3101 * VI^e JAM de Nantes - Qui veut visiter ? Qui veut aider ?



VI^e JOURNÉES DE L'ASSURANCE MALADIE

NANTES
28-29-30 juin 1993

Dès que cela fut officiel, on n'a pas manqué d'annoncer à l'ensemble du personnel, afin qu'il n'en ignore rien (cf. Télex direction n°937 du 16 novembre 1992), que les VI^e Journées de l'assurance maladie (JAM) se tiendraient à Nantes, du 28 au 30 juin 1993, et que la CPAM de Nantes avait été chargée d'en assurer l'entière organisation matérielle, avec une dotation spécifique de 4 MF allouée par la CNAMTS pour ce faire. Cela veut dire, naturellement, que le personnel de la Caisse ne sera pas laissé de côté dans cette affaire. Ainsi qu'on le verra ci-dessous, tous ceux qui seront intéressés pourront être invités à visiter les ateliers et stands qui s'exposeront à cette occasion, et tous ceux qui seront volontaires pourront être invités à apporter leur collaboration dans les mille et un aspects que comporte une telle manifestation.

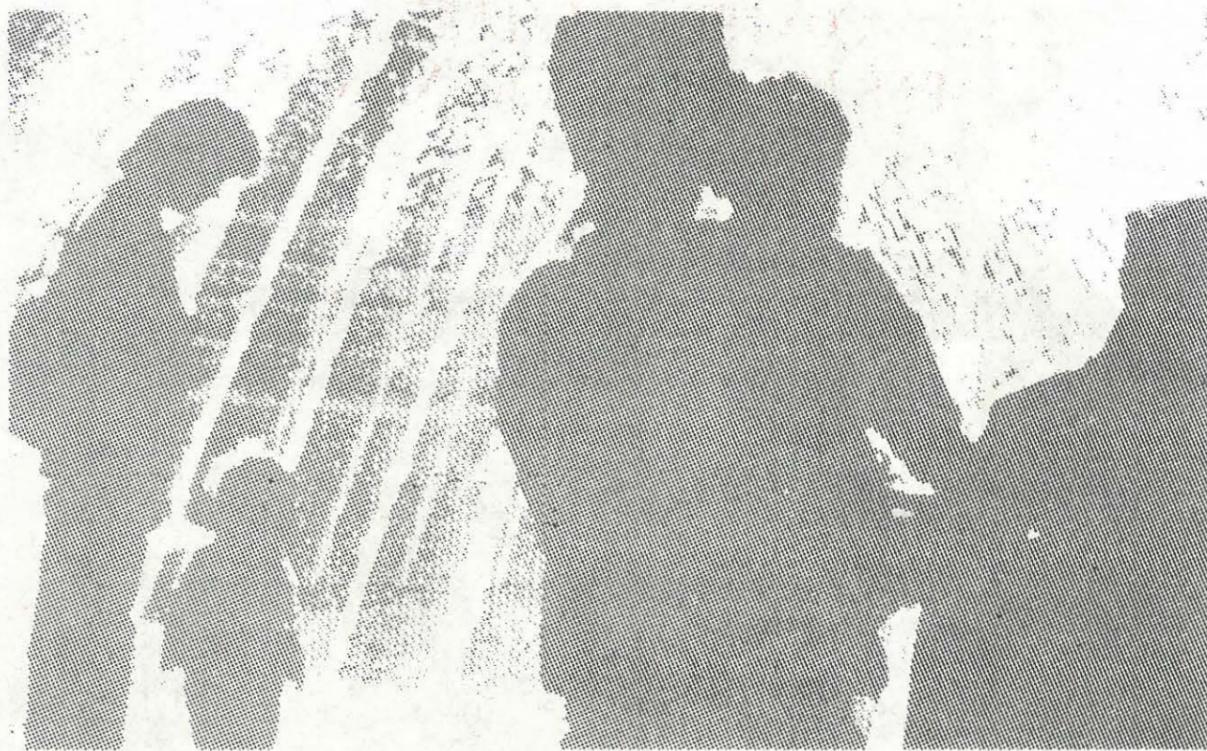
1. Qui veut visiter ? Le hall d'exposition de la Cité des congrès sera accessible aux agents de la Caisse, sur présentation d'un carton d'invitation, les lundi 28 après-midi, mardi 29 matin et après-midi et mercredi 30 le matin, à raison d'une demi-journée par agent, pour laquelle la direction sera heureuse d'accorder un congé exceptionnel. On pourra y visiter les quelque vingt-deux ateliers installés à cette occasion par un certain nombre d'organismes, dont la liste figure dans le n° J-67 du Journal des JAM en possession de chaque responsable de centre ou service. Mais il y faut promptitude et organisation : chaque agent intéressé voudra bien se faire connaître au plus tard le jeudi 3 juin près de son responsable qui répartira, en concertation avec chacun, les demi-journées concernées et adressera les listes correspondantes, par la voie hiérarchique, à l'attention de Pierre David (CDG), dès le 4 juin.

2. Qui veut aider ? De l'accueil à la Cité des congrès, à la gare SNCF, à l'aéroport Nantes-Atlantique, jusqu'à l'assistance lors de la soirée du 29 juin à la Beaujoire, en passant par l'accompagnement dans les navettes d'autocars, on aura besoin de toutes les bonnes volontés, toutes catégories et sexes confondus. Cela suppose, également, toute une organisation. C'est pourquoi, tous les agents intéressés par cette collaboration, pendant tout ou partie de ces trois jours, sont priés de bien vouloir se faire connaître par un simple mot adressé à l'attention de Pierre David (CDG), le plus rapidement possible et au plus tard le jeudi 3 juin, afin de pouvoir être réunis dans la foulée, en vue d'une nécessaire répartition des tâches. Qu'ils en soient remerciés par avance.

* Stop

* Le directeur général : Claude Frémont

**— Parce que la vie collective suscite
sans cesse des besoins nouveaux.**



groupe gifco

DES RÉPONSES

POUR LES

COLLECTIVITÉS

APRÈS LA FÊTE DE L'HUMANITÉ des 29 et 30 mai

Voici les réponses au questionnaire sur Mai-Juin 1968 diffusé sur la fête par la cellule de la Mairie de Rezé :

- Q : Qui était premier ministre en mai 1968 ?
R : G. Pompidou.
- Q : Qui était secrétaire général du PCF ?
R : W. Rochet.
- Q : Qu'était la F.G.D.S. ?
R : La fédération des partis et mouvements réformistes.
- Q : Le président de l'UNEF Michel Perraud avait démissionné en avril. Le vice-président était donc durant les événements de mai, le principal responsable de l'organisation étudiante. Qui était-il ?
R : J. Sauvagesi.
- Q : Qui était président de la République ?
R : Général de Gaulle.
- Q : Dans quelle usine du département après un dur conflit en février 1968, les travailleurs seront les premiers le 14 mai à entrer en grève et occuper leur usine ?
R : Sud-Aviation Bouguenais.
- Q : Quel événement eut lieu le 2 mai et mit le « feu aux poudres » dans le quartier latin à Paris ?
R : Fermeture de la faculté de Nanterre.
- Q : Qui était secrétaire général de la SFIO, le Parti socialiste d'alors ?
R : G. Mollet.
- Q : A combien estime-t-on le nombre de grévistes en France au plus fort du mouvement, le 22 mai ?
R : 9 millions
- Q : Le 25 mai s'ouvrent les négociations de Grenelle. Les 3 dirigeants CGT indiqués ci-dessous y participent. Lequel était secrétaire général de ce syndicat ?
R : G. Séguin.
- Q : Lequel de ces personnages ne participa pas aux côtés de Pompidou aux négociations de Grenelle ?
R : M. Debré.
- Q : Premiers résultats de Grenelle, le SMIG est réévalué. De combien ?
R : 35 %
- Q : De ces acquis sociaux, lequel n'est pas issu des négociations de Grenelle ?
R : Durée hebdomadaire du travail abaissée à 39 heures.
- Q : A combien est fixé le salaire plancher des travailleurs de Sud Aviation Bouguenais au terme de leur action ?
R : 750 F.
- Q : Le 27 mai la manifestation de l'UNEF au stade Charléty constitue une vaste opération politique destinée à promouvoir un dirigeant du PSU. De qui s'agit-il ?
R : P. Mendès-France
- Q : Le 27 mai une grande manifestation unitaire organisée par les UD - CGT, CFTD, FO et FEN a lieu à Nantes et St Nazaire. Combien de manifestants y participent à Nantes ?
R : 40.000.
- Q : Le 29 mai, De Gaulle - disparaît - 24 heures. Où était-il parti ?
R : à Baden-Baden
- Q : Dans son discours du 30 mai, qu'annonce De Gaulle ?
R : La dissolution de l'Assemblée Nationale.
- Q : Le 30 mai, 1 million de manifestants défilent à Paris. Que soutiennent-ils ?
R : Le Général de Gaulle.
- Q : Les 23 et 30 juin, les élections législatives voient la victoire des gaullistes. La Loire-Atlantique ne compte qu'un député de gauche. Qui était-ce ?
R : G. Carpentier (PGDS)

Sources : « Mai 1968 » par R. Martelli (Messidor)
Tracts et archives de l'époque (Y. Vince)

Résultat : sur 96 questionnaires rendus, 4 donnaient une réponse juste aux 20 questions.

UN JEUNE DE LOIRE-ATLANTIQUE A CUBA EN AOÛT



Samuel GUICHETEAU

Au fur et à mesure que s'amplifie l'arrogance américaine et que s'aggravent les conséquences du blocus et de la loi TOBRICELLI, la nécessité d'aider CUBA se renforce. Dans cette bataille de la solidarité, les Jeunes Communistes se sont mobilisés à l'occasion d'une grande collecte nationale. En Loire-Atlantique, 1500 francs ont ainsi été versés pour CUBA, ce qui était l'objectif fixé pour la fédération de la J.C. du département.

Cependant, celle-ci a décidé de faire plus, c'est-à-dire,

d'envoyer cet été à CUBA un jeune du département. Notre camarade Samuel GUICHETEAU partira donc au mois d'août pour CUBA. Les 15 jours qu'il passera sur l'île rebelle en compagnie d'autres brigadistes français et de nombreux jeunes cubains, seront pour lui l'occasion d'une part de participer à la bataille pour l'autosuffisance alimentaire et, d'autre part, d'exprimer tout notre soutien au peuple cubain. Bataille pour l'autosuffisance car la situation implique une grande mobilisation. Soutien pour montrer aux

jeunes cubains qu'ils ne sont pas seuls, bien au contraire, et que leur lutte est aussi la nôtre. Nous exigeons la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Laissons alors le mot de la fin à un jeune cubain qui participait le 20 mai à BOBIGNY au festival d'amitié franco-cubain : « tout ce que vous faites pour nous, aussi peu que ce soit, pour nous c'est immense ». C'est pourquoi la J.C. de Loire-Atlantique a décidé de faire beaucoup !

PAYS DE LA LOIRE...

TOUR DU MONDE
EN MOINS
DE 80 JOURS.

ON NE PEUT S'EN PASSER PLUS DE 79 JOURS.

Est-ce sa façade ouverte largement sur l'Atlantique, arc bleu de 450 km de côtes, sa tradition navale qui se perpétue avec la réalisation de navires de plus en plus sophistiqués, ou la jeunesse de sa population qui favorise l'audace des marins et l'ambition des hommes ?

Les Pays de la Loire ont choisi d'épauler avec enthousiasme Bruno Peyron, skipper de caractère, parce qu'ils se retrouvaient dans son défi... et partageaient ses valeurs. Il a illustré avec panache l'idée que l'on peut toujours repousser les frontières du possible et donné ainsi un immense coup de jeune au grand Jules Verne - un autre enfant du Pays ! En réalisant cet exploit de légende, Bruno et ses compagnons ont rapproché les mers et les hommes de cette grande région maritime.

Bruno Peyron.
Un jour d'avance
sur la légende.



Région des Pays de la Loire